

DEPARTEMENT
VAR
CANTON
SAINTE MAXIME
COMMUNE
CAVALAIRE SUR MER

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

N° 0080-2023-DE

DECISION PRISE PAR DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL

OBJET : Demande d'aide financière auprès de la Région Sud programme fourniture et plantation d'arbres 2023

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE CAVALAIRE SUR MER

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

VU La délibération du Conseil Municipal 109/2023 du 19 septembre 2023 déléguant à Monsieur le Maire la compétence de demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions pour participer au financement de toute immobilisation incorporelle ou corporelle et de toute acquisition, conformément au 26° de l'article L2122-22 précité créé par la loi du 7 août 2015 dite loi NOTRe,

VU L'ouverture du plan intitulé « Fourniture et plantation d'arbres » porté par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur,

CONSIDERANT Que le projet, dont le montant estimatif des travaux s'élève à 29166 euros HT, consistant à la fourniture et à la plantation d'arbres sur le territoire de la commune de Cavalaire-Sur-Mer,

CONSIDERANT Que les crédits relatifs à cette opération sont inscrits aux budgets primitifs 2023,

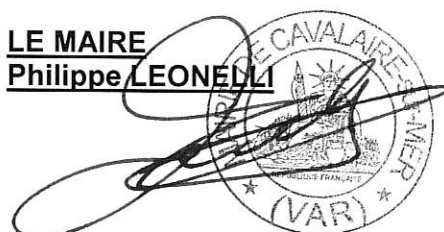
DECIDE

ARTICLE 1 De solliciter une demande de subvention de 7350 euros, soit 25,20 % du montant estimé des travaux HT, auprès de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur au titre du plan fourniture et plantation d'arbre sur le territoire de la commune de Cavalaire-Sur-Mer.

ARTICLE 2 Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Le comptable public du SGC de Fréjus, Sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera portée à la connaissance du Conseil Municipal au cours de la séance suivant cette décision.

Cavalaire-sur-Mer, le 09/10/2023

LE MAIRE
Philippe LEONELLI



La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de l'accomplissement des mesures de publicité (publication, affichage ou notification).

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr